L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

187-188 | 2008

Miroirs transatlantiques

Un objet sans nom

L'introduction des discriminations raciales dans la statistique française

Didier Fassin et Patrick Simon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/29299>

DOI : 10.4000/lhomme.29299

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2008

Pagination : 271-294

ISBN : 978-2-7132-2186-6

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Didier Fassin et Patrick Simon, « Un objet sans nom », *L'Homme* [En ligne], 187-188 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29299> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.29299>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=LHOM&ID_NUMPUBLIE=LHOM_187&ID_ARTICLE=LHOM_187_0271

Un objet sans nom. L'introduction des discriminations raciales dans la statistique française

par Didier FASSIN et Patrick SIMON

| Éditions de l'EHESS | *L'Homme*

2008/3-4 - n° 187-188

ISSN 0439-4216 | ISBN 9782713221866 | pages 271 à 294

Pour citer cet article :

—Fassin D. et Simon P., Un objet sans nom. L'introduction des discriminations raciales dans la statistique française, *L'Homme* 2008/ 3-4, n° 187-188, p. 271-294.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Un objet sans nom

L'introduction des discriminations raciales dans la statistique française

Didier Fassin & Patrick Simon

Sans l'organisation et la sélection des objets pertinents, effectuées dans le cadre d'une tradition évolutive, il n'y a pas de catégorisation vraie ou fausse, pas d'induction valide ou invalide, pas d'échantillonnage correct ou incorrect, pas d'uniformité ou de disparité entre les échantillons. Par conséquent, réaliser de telles épreuves de justesse peut consister avant tout à montrer non pas que ces opérations sont fiables, mais qu'elles font autorité.

Nelson Goodman, *Ways of Worldmaking*.

À LA FIN DES ANNÉES 1990, la société française découvrit que certains de ses membres étaient victimes de « traitements défavorables » en matière d'emploi, de salaire, de logement et d'éducation, ou encore dans leurs relations avec l'administration, la police et la justice, et ce en raison de leur « origine, couleur de peau ou religion », selon les termes du haut conseil à l'Intégration (1998). Certes, jusqu'alors, on n'ignorait pas complètement l'existence de ce type de disparités (exceptionnellement traduites devant les tribunaux), mais, à de rares exceptions près (Simon 1998a), d'une part, on ne les étudiait qu'en fonction de la nationalité et du pays de naissance des personnes concernées, seule donnée analysée dans les statistiques nationales (toute autre distinction étant illégitime voire illégale), et d'autre part, on les interprétait dans un autre référentiel, en parlant soit d'inégalités socio-économiques (et l'on affirmait qu'elles disparaîtraient si on les appréhendait toutes choses égales par ailleurs), soit de conduites racistes (ce qui les réduisait à un phénomène politiquement marginal et moralement réprouvé). En reconnaissant que ces différences de traitement pouvaient affecter de manière structurelle des Français nés en France à cause de caractéristiques associées à leur apparence physique ou à la consonance de leur patronyme, on désignait assurément une nouvelle réalité (Fassin 2002). Mais comment la nommer ?

Si le mot « discriminations », tardivement accepté, s'est peu à peu imposé, la qualification « raciales » s'avère bien plus problématique, donnant lieu à des euphémismes ou à des périphrases. Il suffit de reprendre les discours politiques de cette période pour constater l'embarras lexical qui règne alors dans l'espace public au moment même où le problème, désormais reconnu, commence à être dénoncé et combattu. On retrouve là les termes du fameux débat sur l'expression « sans distinction de race », dans l'article premier de la Constitution critiqué par certains pour ses effets performatifs (Lochak 1992) et défendu par d'autres au nom d'un principe de réalité (Balibar 1992). Le dilemme est le suivant : peut-on nommer sans contribuer à faire exister ce que l'on nomme ?

DE L'USAGE DES CATÉGORIES

Ce dilemme a pris une tournure passionnelle à la fin de l'année 2007, avec la controverse autour des mal nommées « statistiques ethniques », c'est-à-dire, en fait, autour des enquêtes visant à décrire et mesurer les discriminations raciales en utilisant les critères subjectifs à partir desquels les personnes se définissent ou, plus souvent, sont définies par les autres : la couleur de peau, par exemple, considérée comme une réalité construite socialement et non comme un trait phénotypique. Il est vrai qu'il existe une indéniable difficulté à désigner sans réduire, à qualifier sans réifier, à dire le stigmat sans le redoubler. Face à cette difficulté, deux principales stratégies sont possibles. L'une consiste à l'affronter en nommant explicitement ce que l'on veut analyser et, en dernière instance, combattre. L'autre procède au contraire en évitant de nommer ce que l'on craint de renforcer en le faisant, mais aussi ce dont on n'est pas totalement convaincu de la réalité. Le débat public s'est jusqu'à présent essentiellement concentré sur la première, autour notamment de la possibilité de produire des « statistiques ethniques ». Nous avons préféré, pour notre part, nous intéresser à la seconde, bien moins étudiée, en nous demandant ce que signifie et ce que produit la position qui consiste à ne pas nommer et, en l'occurrence, non seulement à ne pas utiliser l'adjectif « racial » mais également à se passer du substantif « discriminations », dans une enquête dont certains avaient pourtant voulu faire la première qui traiterait des discriminations raciales et dont la publication des résultats se fit du reste sans susciter de réactions. Qu'est-ce, au fond, qu'une enquête qui se donne un objet sans nom ?

Enquête sur l'enquête

En 2003, pour la première fois en France, une étude d'ampleur nationale, intitulée « Histoire de vie », intégrait un module sur les discriminations. Réalisée par l'Insee avec la participation et le soutien de nombreuses institutions dont l'Ined, la Direction de la population et des migrations (DPM), la Direction des recherches et des études économiques et statistiques (DREES) et le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD), la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), ainsi que le Haut conseil à l'intégration (HCI), cette enquête avait un objectif ambitieux, puisque, selon les termes de l'un de ses responsables, François Clanché (2006), elle visait « à décrire la façon dont les individus utilisent les différents liens sociaux pour s'intégrer dans la société en y affirmant leur individualité ». De fait, le recueil des expériences de discrimination, qui ne concernait qu'un volet du long questionnaire, n'avait pas toujours figuré au programme de l'enquête. La problématique générale de l'étude avait connu, comme c'est souvent le cas, des inflexions significatives et, surtout, l'inscription du thème des discriminations était intervenue incidemment et presque marginalement, sous l'effet d'une commande politique.

D'abord intitulée « Construction des identités » et imaginée pour renouveler l'approche de l'intégration des immigrés qui avait prévalu jusqu'alors, l'enquête s'était peu à peu cristallisée autour des processus multiples d'identification des

individus à des lieux, des groupes, des histoires, des valeurs, ses auteurs partant du principe que « l'individu est porteur de plusieurs identités » dont il s'agit « d'explorer les principales dimensions », pour reprendre la formulation de son premier concepteur, François Héran (1998). Les concepteurs de l'enquête se situaient ainsi à la fois dans le prolongement de et en opposition à l'étude pionnière en matière d'immigration et d'intégration, dite « Mobilité géographique et insertion sociale » (MGIS), qui avait été réalisée en 1992 et avait suscité de nombreuses controverses. Le déplacement du questionnement de l'intégration vers l'identification avait deux conséquences. D'une part, le problème de la place faite aux immigrés dans la société française, qui était au cœur de l'interrogation initiale, se trouvait maintenant dilué dans une interrogation plus vaste sur toutes les formes d'appartenance et ce, quels que soient les individus. D'autre part, l'accent était essentiellement mis sur les formes de construction de soi dans les interactions sociales plutôt que sur les dimensions structurelles qui orientent les trajectoires individuelles. L'identité ainsi produite s'avérait doublement consensuelle puisqu'elle concernait potentiellement toute la population et privilégiait les aspects positifs des expériences.

La temporalité dans laquelle s'inscrit l'enquête rend compte en partie de sa maturation : initiée à la fin de l'année 1997, elle a été validée et planifiée en 1999 pour être finalement réalisée sur le terrain au printemps 2003. Bien qu'évoqué succinctement dans le premier texte de cadrage de l'enquête, en mai 1998, le thème des « discriminations », qui avait disparu au fur et à mesure que le protocole progressait, réapparut au terme de la phase préparatoire de l'enquête. L'inclusion du « module » correspondant participe certes d'un réajustement de l'étude aux intentions initiales, mais elle traduit surtout le déploiement de cette question dans l'espace public où elle est en train de devenir un enjeu politique majeur. De plus, l'agenda européen sur les discriminations, avec notamment la promulgation de deux directives qui leur sont consacrées en 2000, accélère les changements institutionnels français et exerce une pression extérieure sur les politiques publiques nationales. La réorientation de l'enquête pour inclure le nouveau module est donc liée à un contexte politique particulier, ce qui est la règle pour les grandes études pilotées par des institutions publiques. Il s'agit notamment de montrer que l'appareil statistique national est capable de produire des chiffres sur les discriminations tout en proposant une méthode susceptible d'échapper aux modèles en cours ailleurs dans le monde (Simon 2005). Comme dans d'autres domaines de la vie politique, on affirme une « exception française », ici justifiée à un double titre : non seulement dans l'esprit d'un modèle républicain d'intégration opposé aux approches réputées « communautaristes » du monde anglo-saxon, mais également au nom d'une épistémologie des sciences sociales récusant la surdétermination supposée de catégories « ethno-raciales » (Schnapper 1998). Au-delà de l'objectif de connaissance, il y a donc la revendication d'un paradigme national, à la fois politique et scientifique.

C'est ce paradigme que veut mettre en œuvre le module finalement appelé « Relations avec les autres » pour ne pas que soient nommées les discriminations ni qualifié leur caractère racial. De ces choix initiaux découlent, comme nous le

verrons, la formulation des questions proposées, la liste des réponses possibles et, finalement, les résultats. L'analyse des 8403 entretiens réalisés établit ainsi que « l'apparence physique est prédominante parmi les motifs invoqués » de traitement négatif, puisque 41 % des personnes en ayant été victimes relient ces « comportements intolérants » à leur poids, leur taille et leur look (sans qu'il soit toutefois possible de préciser à quoi correspond l'apparence physique), alors que la « couleur de peau » ne représente qu'une proportion de 8 %, derrière l'âge, l'état de santé et le handicap, la façon de parler, la situation professionnelle et le niveau d'instruction (Algava & Bègue 2004). Ainsi l'étude, conduite en population générale (plutôt qu'auprès des personnes susceptibles d'être victimes d'inégalités liées à leur origine) et suggérant dans son questionnaire une liste de seize motifs potentiels (au lieu des seuls items correspondant à ces inégalités), aboutit-elle à une relativisation des discriminations raciales qui n'arrivent qu'à la dixième place de l'ensemble des traitements défavorables. Au terme de l'enquête, il apparaît qu'on est plus discriminé en France parce qu'on est gros que parce qu'on est noir. Il y a donc bien une singularité française qui tient toutefois moins à la réalité des actes discriminatoires – impossible à comparer avec d'autres pays ou d'autres périodes, faute précisément d'harmonisation des instruments de mesure – qu'à la manière de l'appréhender.

Cette singularité française de la connaissance des discriminations raciales, nous voulons en rendre compte non pas, comme on le fait souvent, à travers des considérations générales sur l'universalisme hexagonal opposé au différentialisme du reste du monde – qui ont surtout une valeur rhétorique – mais à partir d'une enquête sur la fabrication de l'enquête, sa chronologie, les choix et les réorientations qu'ils impliquent, en nous fondant à la fois sur l'étude du contexte institutionnel et politique qui a présidé à sa préparation et sur l'analyse des discours et des pratiques des chercheurs qui l'ont conçue et conduite. Pour nous, l'enquête « Histoires de vie » et son module « Relations avec les autres » ne s'inscrivent pas seulement dans le roman idéologique national, ils procèdent d'une histoire savante particulière dont les logiques intellectuelles et politiques sont propres à un champ scientifique, celui de la statistique des populations (Desrosières 1993), et à une question éthique, celle de la reconnaissance de la différence (Honneth 2002). En effet, mesurer des discriminations engage à la fois une épistémologie (qu'est-ce que qualifier et quantifier le social et l'expérience qu'en ont les sujets ?) et une morale (sur quels fondements distingue-t-on des individus au sein d'une commune humanité ?). Sur ces deux points, du reste, on aurait tort de considérer que les institutions aient une doctrine clairement établie, univoque et définitive (Fassin & Fassin 2006). C'est une illusion d'optique qui fait croire, à la lecture des articles ou des rapports qui rendent compte de cette enquête – ou de toute autre –, qu'il existe une cohérence forte et linéaire autour d'un projet intellectuel allant de la définition initiale d'une question à l'analyse finale des résultats. Si les institutions pensent (Douglas 1986) – et elles doivent bien sûr penser pour compter –, elles ne le font pas de manière monolithique. Le produit intermédiaire qu'est le questionnaire et le produit fini qu'est la publication sont le fruit

de discussions, de négociations, de renoncements, mais aussi d'hésitations et de défaillances, d'opportunités et d'urgences, autrement dit – et ce n'est pas faire injure au travail des chercheurs que de le rappeler – de contingences au moins autant que de nécessités.

Nous étudierons d'abord la genèse de l'étude pour comprendre ce par rapport à quoi elle s'est construite et ce qu'elle a délaissé ou au contraire importé chemin faisant : c'est le temps des précurseurs, chercheurs qui, au sein de l'Insee, ont apporté la réflexion en amont de l'enquête, à partir d'un souci de renouvellement des travaux sur l'immigration et l'intégration. Nous aborderons ensuite la phase de préparation afin de saisir les choix faits, le contexte scientifique et politique dans lequel ils s'inscrivent, les théories sur lesquelles ils s'appuient, les arguments par lesquels on les justifie : c'est le temps de la rencontre entre les concepteurs de l'étude, principalement de l'Insee et de l'Ined, de plus en plus orientés vers une analyse des identités sociales, et des promoteurs du module sur les discriminations, venant de la Drees et du Geld, autrement dit de l'administration publique, et désireux de tirer parti de l'enquête pour aborder ce nouvel enjeu. Nous nous pencherons enfin sur le produit de cette élaboration, à savoir le questionnaire et plus particulièrement le module consacré aux discriminations, en nous efforçant d'examiner les conséquences des orientations prises du point de vue de la connaissance de l'objet étudié : c'est le temps de la mise en œuvre du dispositif et de l'analyse des résultats, associant les concepteurs et les développeurs de la recherche tant du côté de l'Insee et de l'Ined que du côté de la Drees. La différenciation du champ ainsi proposée – précurseurs, concepteurs, promoteurs et développeurs – même si elle simplifie une réalité plus complexe permet, d'une part, de montrer la chronologie de la mobilisation d'agents appartenant à des univers sociaux distincts et, d'autre part, de souligner les interférences entre les mondes de la recherche et de l'administration dans ce type de grande étude. Notre démarche, en réalisant cette enquête sur l'enquête¹, doit donc être comprise, au-delà du cas que nous traitons, comme une contribution à une anthropologie de la raison statistique.

1. Notre enquête a été menée dans le cadre d'un projet de recherche intitulé « Le sens social des discriminations raciales » soutenu par la Mission de recherche (MiRe/Drees) du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi. Une analyse préliminaire en a été présentée dans le cadre du programme scientifique « Les nouvelles frontières de la société française » financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Elle repose sur une analyse de l'ensemble des notes et des documents produits tout au long de la préparation de l'étude, ainsi que des travaux publiés jusqu'à la fin de l'année 2006, et sur sept entretiens enregistrés et transcrits, réalisés avec les principaux acteurs impliqués de la conception de l'étude à la production de ses résultats, à l'Insee, à l'Ined, à l'Inserm, à la Drees au cours de l'année 2006. Les extraits d'entretiens sont anonymisés (et donc toujours rapportés à un auteur au masculin), mais bien sûr pas les prises de position publiques et les citations de notes internes. Ne seront mentionnés que les textes cités ; ne sont pas référencés la vingtaine de notes du comité de pilotage et du comité d'exploitation, ainsi que les divers documents préparatoires à l'enquête, qui ont été consultés mais ne sont pas cités dans l'article explicitement.

Deux textes sont systématiquement cités, aussi bien dans les notes préparatoires que lors de nos entretiens, comme ayant joué un rôle essentiel à l'origine de l'enquête « Histoires de vie » : l'un, sous la plume d'Alexis Spire (1997), se présente comme une analyse des « indicateurs d'intégration » en vue de la réalisation annoncée d'une « enquête sur les conditions de vie et d'intégration des immigrés dans les pays d'accueil européens » ; l'autre, rédigé par François Héran (1998), porte sur la « construction des identités » dans la perspective d'une « enquête nationale et, si possible, internationale »². Les deux documents, qui s'inscrivent explicitement dans une même ligne de réflexion, prennent pour point d'ancrage de leur réflexion l'enquête MGIS, qui, tout en étant présentée comme une référence, apparaît aussi comme un repoussoir³. Ce que confirmeront tous les acteurs, tel ce membre du groupe de conception de l'enquête « Histoire de vie » qui évoque les premières discussions : « Au départ, ce qui était affiché, c'est qu'on ne pouvait pas refaire une MGIS. C'était quelque chose de très clair qui revenait un peu comme un leitmotiv. On voulait vraiment une enquête d'intégration mais pas une enquête d'immigration ». Du reste, dans la présentation qui est faite aujourd'hui de l'enquête, on tend même à utiliser l'expression « insertion sociale » plutôt qu'intégration des immigrés, probablement trop connotée. L'élargissement de la terminologie vise avant tout à ouvrir la problématique à l'ensemble de la population : « Il a été considéré que la question de l'insertion sociale, de la place que chacun se fait dans la société, ne se pose pas uniquement pour les populations immigrées ou issues de l'immigration » (Clanché 2006 : 3-4). En cela, on est bien à l'opposé de la démarche de l'enquête MGIS qui avait choisi d'aborder de façon centrale, à la fois la question de l'intégration et la population immigrée.

De l'étude MGIS dirigée par Michèle Tribalat (1995 et 1996), Alexis Spire et François Héran dressent dans leurs écrits un bilan contrasté. S'ils lui reconnaissent le mérite d'avoir objectivé le glissement d'une problématique autour des « étrangers » à une problématique autour des « immigrés » et l'intérêt d'avoir mis en œuvre un outil statistique apte à saisir la durée et la complexité des « histoires migratoires », ils lui adressent deux types de critique dont ils affirment qu'il

2. Il s'agit de notes internes à l'Insee non publiées. À cette époque, François Héran est responsable du Département de la démographie à la Direction des statistiques démographiques et sociales de l'Insee, tandis que Alexis Spire y effectue son service national à la cellule Populations étrangères.

3. L'enquête MGIS, dont le rapport final est remis à l'Ined en 1995, est tout autant que la première étude statistique « sur les populations immigrées et d'origine étrangère » un manifeste en faveur de la nécessité et de la possibilité d'aborder de manière scientifique un objet jusqu'alors délaissé en raison de « blocages idéologiques » (Tribalat 1996). En particulier, il s'agit d'affirmer la légitimité de recherches sur les immigrés – et pas seulement sur les étrangers –, d'introduire une variable ethnique – définie par la langue parlée dans l'enfance – et de différencier les personnes en fonction du lieu de naissance de leurs parents – en établissant ainsi des distinctions au sein de la communauté nationale. Bien plus que l'intégration, c'est « l'assimilation des populations immigrées » qui est au cœur de la problématique de l'enquête.

faudra tenir compte dans les études à venir. Premièrement, la catégorisation ethnique tend à « enfermer les individus dans des groupes et à nier les parcours » (Spire 1997) : pour différencier ces groupes du reste de la population, on en vient même à parler de « Français de souche ». Deuxièmement, le modèle d'assimilation qui sous-tend toute l'analyse suppose qu'on serait d'autant plus intégré que les « comportements se rapprocheraient de la moyenne des comportements d'origine française » (Héran 1998) : or, il faut tenir compte aussi des « phénomènes de dispersion et de multidimensionnalité ». Critiqué comme essentialiste et normatif, ce qu'on pourrait appeler le paradigme MGIS de l'intégration tend ainsi à devenir ce contre quoi la nouvelle enquête se bâtit. Et ce, d'autant que les polémiques autour de l'enquête ont laissé des traces⁴ : alors que Michèle Tribalat aimerait pouvoir la répéter, l'Insee s'y oppose avec force. Le directeur général, Paul Champsaur, et plusieurs directeurs de division émettent les plus vives réserves à l'encontre d'une approche qui fait par ailleurs l'objet d'une controverse publique. L'argument pour se débarrasser définitivement de ce modèle procède cependant par un subtil détour : puisque l'enquête MGIS avait une visée rétrospective, nul besoin de la répéter à court terme.

Pour échapper à la double loi intellectuelle de l'assimilation et de l'ethnisation à quoi l'enquête de 1992 semble désormais ramenée, il faut donc construire un autre paradigme. Un premier mouvement opère un renversement du sens même de l'intégration. Pour Alexis Spire, il faut affiner les indicateurs d'intégration dont « l'enjeu réside davantage dans la reconnaissance de la légitimité et de la dignité des minorités que dans une hypothétique adaptation des comportements individuels et des coutumes ». Pour François Héran, il ne s'agit pas seulement « de se demander ce que font les immigrés pour s'intégrer dans la société d'accueil, mais de voir ce que fait la société d'accueil pour les intégrer » et donc de « replacer la question de l'intégration des immigrés dans la question plus vaste de l'intégration des classes populaires et des franges défavorisées ». Autrement dit, l'intégration, ce n'est pas l'assimilation des immigrés et de leurs enfants : c'est la responsabilité de la société à l'égard de ses minorités. Un second mouvement procède par déplacement de l'objet même de l'investigation et donc de sa population. Et, à la différence du premier, on constate cette fois un glissement substantiel entre les deux textes. Si, pour Alexis Spire, il s'agissait encore de s'intéresser principalement aux minorités, pour François Héran, il faut passer d'une problématique de l'intégration à une étude des « processus d'identification qui

4. Les premières critiques adressées à l'enquête commencent en 1996 et le débat gagne en intensité avec la publication simultanée, en 1998, d'un livre de Hervé Le Bras (1998) qui assimile recherche démographique sur l'immigration et extrême droite, tout en qualifiant les catégories formées dans l'enquête MGIS « d'ethnologie de pacotille » et des articles d'Alain Blum (1998) et de Patrick Simon (1998b) dans le dossier consacré par la revue *Population* aux « catégories ethniques ». Le passage des échanges dans les revues scientifiques ou de vulgarisation à l'exposition médiatique s'effectue autour du colloque « Statistique sans conscience n'est que ruine... » organisé par les sections syndicales CGT et CFDT de l'Insee (4 novembre 1998). Joan Stavo-Debaugé (2003) a proposé une analyse de cette « controverse des démographies ».

se forgent dès les débuts de la socialisation, évoluent avec le cycle de vie, se précisent à travers des épreuves de toute nature, se font et se refont dans les relations sociales ». Dès lors, on ne s'intéresse plus seulement aux immigrés et à leurs enfants mais à tout le monde, ou du moins aux « fractions inférieures de la société » car il semble admis que c'est dans les « classes populaires » que se jouent les relations entre immigrés et « Français d'origine » ; de même, on ne traite plus uniquement de la relation à cette origine supposée, mais on s'intéresse également au rapport à l'espace, au sexe, à l'âge, voire au handicap et à la maladie, à la vie associative et politique. Autrement dit, pour échapper à l'ethnisation et à la stigmatisation, voire à la victimisation, d'une catégorie particulière qui en résulterait, on ouvre l'enquête à toutes les identités et on étend l'échantillon à une large part de la population : la définition des populations visées par l'enquête a en effet des implications méthodologiques qui sont aussi des enjeux stratégiques⁵. Initialement conçue pour se démarquer de l'étude MGIS, l'enquête « Histoire de vie » finit par s'en éloigner radicalement.

La question des discriminations, dans cette phase d'anticipation de l'enquête, est elle-même tributaire de ce double mouvement de distanciation. D'un côté, elle semble découler du renversement de l'approche de l'intégration : si l'on examine les conditions de la « reconnaissance des minorités » et des pratiques de la « société d'accueil », c'est bien que l'on va s'intéresser aux inégalités de traitement. Dans la note d'Alexis Spire, c'est toutefois le mot « ségrégation », hérité des travaux sur les disparités résidentielles, qui apparaît – signe intéressant des évolutions lexicales – pour désigner ce que nous appelons aujourd'hui « discrimination ». Dans le texte de François Héran, les « discriminations » – désormais citées, mais sans qualificatif – font, en revanche, l'objet d'un paragraphe où il est explicitement fait référence aux « phénomènes tels qu'ils sont perçus par les candidats à l'embauche ». De l'autre côté, la dénonciation de la catégorisation ethnique et le recentrage sur l'objet identitaire ont pour effet de faire passer les discriminations au second plan : on ne se focalisera ni sur elles ni sur celles et ceux qu'elles affectent. Pour François Héran, dans la nouvelle enquête telle qu'il l'envisage, « les populations immigrées ou d'origine immigrée répondraient au même questionnaire de base que le reste de la population » et « une partie de l'exploitation consisterait à comparer les deux populations mais ce ne serait pas

5. La faiblesse démographique des immigrés ou des minorités au regard de la population générale pose un problème technique puisqu'il s'agit d'obtenir des effectifs suffisants lors de l'analyse. Alors que, dans l'étude MGIS, on avait choisi de construire un groupe d'immigrés distingués selon sept pays d'origine (9000 personnes), un groupe de descendants d'immigrés (2000) et un groupe témoin de la population générale (2000), on a préféré, dans l'enquête « Histoire de vie », constituer un seul échantillon de la population générale (8403 personnes) dans lequel les proportions d'immigrés (20 %), de descendants d'immigrés (15 %) et de personnes de moins de soixante ans limitées dans leurs activités (4 à 10 %) se trouvaient augmentées. Dans le premier cas, on avait donc trois groupes spécifiques définis *a priori*, avec des effectifs importants de personnes immigrées ; dans le second, il s'agissait d'une sur-représentation au sein d'un échantillon unique, avec toutefois un nombre de personnes immigrées trop faible pour pouvoir les différencier *a posteriori* selon leurs trajectoires et leurs identités.

l'unique critère de différenciation ». Pour Alexis Spire, cette réserve prend même la forme d'une mise en garde : « Les statistiques concernant l'habitat, le marché du travail ou le niveau de revenu font apparaître la situation défavorisée des immigrés ; pour autant il est difficile d'en déduire des phénomènes de ségrégation ». Dans ce mouvement de balancement où il s'agit d'étudier une réalité tout en la relativisant et de circonscrire une catégorie sans pourtant s'y réduire, les discriminations – qui n'étaient du reste pas nommées dans le premier texte et demeuraient accessoires dans le second – apparaissent comme un objet d'autant plus fragile qu'elles ne sont toujours pas qualifiées : on a voulu éviter de les dire « ethniques », on est encore plus réticent à les imaginer « raciales ». Nulle part, dans les réflexions sur la statistique nationale, il n'est alors envisagé qu'indépendamment d'une « origine étrangère », on puisse être discriminé à cause de sa couleur de peau – quand on est antillais, par exemple – ou de sa religion – parce qu'on est musulman⁶. La question de la discrimination demeure strictement liée à la seule problématique de l'immigration.

À cette phase initiale de réflexion succède la phase de conception proprement dite. Du projet d'enquête on passe à sa préparation. C'est une nouvelle équipe qui se constitue au sein de l'Insee, animée par Frédérique Houseaux, qui a été recrutée pour assurer la coordination de l'enquête⁷. Les objectifs de l'étude sont reformulés : il s'agit désormais essentiellement d'analyser la « construction des identités » ; l'intégration des immigrés et les discriminations à l'encontre des minorités disparaissent des attendus de l'enquête.

Conception : inventer un outil

Le calendrier de l'étude croise cependant l'agenda de la politique de lutte contre les discriminations. À la fin de la décennie 1990, les rapports officiels se multiplient, dénonçant les traitements différentiels en raison de l'origine ; le gouvernement annonce la création de nouveaux dispositifs, coordonnés par le Geld dont l'une des missions est précisément de produire des connaissances sur cette question. Or, les directives européennes de 2000 en matière de lutte contre les discriminations font une place croissante à la production de statistiques et la Commission presse les États-membres, et singulièrement la France, de collecter les données nécessaires (Simon & Stavo-Debaugé 2004). Mise en difficulté en

6. Ces positions ne sont toutefois pas immuables. Devenu un peu plus tard directeur de l'Ined, François Héran publie le 15 septembre 2006, dans *Le Monde*, une tribune intitulée « Statistiques ethniques, c'est possible » dans laquelle il défend la possibilité de compter, tout en respectant des règles précises, les personnes en fonction de leur origine nationale et même de leur couleur de peau. Plutôt que d'y voir un changement de posture, il faut constater que les temps ont changé – c'est-à-dire les rapports de forces entre des visions concurrentes du monde.

7. Le groupe de travail animé par Frédérique Houseaux est constitué par Emmanuelle Crenner et François Clanché (Insee), France Guérin-Pace (Ined), Isabelle Ville (Inserm), Marie Ruault (Drees) et Olivier Donnant (ministère de la Culture). S'y associeront ultérieurement Élisabeth Algava et Maryline Bèque (Drees).

raison des réticences qu'elle exprime à l'égard de la politique européenne en la matière, la représentation française au Comité de programme sur les discriminations de la Commission réagit en avançant son propre modèle. C'est dans ce contexte que l'enquête sur la construction des identités s'avère un enjeu stratégique : il s'agit de montrer que la France dispose d'un outil qui lui permettra d'échapper aux errements de la Commission.

Pour la directrice de la Drees, Mireille Elbaum, qui joue un rôle essentiel dans l'impulsion visant à créer un module sur les discriminations dans l'étude en cours d'élaboration, il s'agit bien de sortir notre pays de son isolement européen en matière de connaissance des discriminations sans pour autant reproduire les dispositifs d'enquête communautaires. Pour résoudre cette difficulté, un groupe de travail est constitué associant la Drees, l'Insee, l'Ined, la Dares et la DPM, autrement dit les principaux acteurs de l'administration de la statistique publique⁸. Les « réflexions préalables sur l'étude des discriminations dans la statistique publique » font l'objet d'une note (Héran 1999). Conçue pour servir de référence aux services de la statistique publique particulièrement troublée après la controverse autour de l'enquête MGIS, cette note inspirera, en décembre 2000, la réponse française au questionnaire diligenté par la Commission européenne sur les outils statistiques nationaux de la lutte contre les discriminations.

Que dit la note et que vise-t-elle ? Elle énonce des règles claires et partagées évitant le développement d'une « ethnicisation » de la statistique, tout en répondant aux besoins d'analyse des discriminations. Incidemment, mais avec insistance, les approches dans les pays de langue anglaise y sont critiquées : leurs « catégories ethniques » sont considérées comme des « abus de langage » qui « ne passent pas en français » ; il faut « écarter la tentation si souvent observées dans les *ethnic studies* d'attribuer à l'origine nationale des parents des vertus en réalité imputables à d'autres facteurs » ; il est précisé que l'approche envisagée « ne suppose pas qu'on adhère à la conception officielle britannique qui qualifie de discrimination indirecte toute inégalité d'accès révélée par la méthode statistique »⁹. En conclusion, le rapporteur suggère de rattacher l'étude des discriminations à l'enquête sur les identités avec cet argument : « La philosophie de l'enquête "Identités" est parfaitement compatible avec une orientation "Discriminations" qui pourrait constituer un volet spécial ou s'intégrer de façon diffuse à l'ensemble du questionnaire. Le dispositif pourrait donc intégrer les demandes qui émaneraient de l'Observatoire des discriminations en cours de constitution ». Ultime remarque qui sera largement suivie¹⁰ puisque, d'une part,

8. Le groupe de travail se compose d'Olivier Marchand pour la Dares, de Mireille Elbaum, Pierre Ralle et Pierre Strobel pour la Drees, de Carla Saglietti pour la DPM, de Paul Champsaur et Michel Glaude pour l'Insee, enfin, pour l'Ined, de François Héran qui est le rédacteur de la note.

9. Nous ne discuterons pas ici la simplification concernant les « catégories ethniques », les *ethnic studies* et la « discrimination indirecte » (notions qui font du reste l'objet de discussions dans les pays concernés). Nous voulons seulement souligner l'argumentaire construit sur le modèle de l'opposition aux paradigmes étrangers.

10. Peu de temps après, François Héran était nommé directeur de l'Ined et, dès lors, ne participait plus directement à l'élaboration de l'enquête.

les discriminations seront rattachées à l'enquête sur les identités, que la formule du « volet spécial » sera préférée à la solution alternative et que, d'autre part, « l'Observatoire des discriminations », à savoir le Geld, entrera comme partenaire à ce stade de la préparation de l'enquête.

L'idée de faire figurer les discriminations dans l'enquête sur les identités répond avant tout, selon ses concepteurs, à une urgence politique. Face aux requêtes pressantes de la Commission européenne, la Drees utilise son pouvoir de cofinanceur de l'enquête en préparation pour traiter cette question à moindre coût. La revendication plus idéologique d'une étude à la française, qui s'exonérerait des contraintes et des insuffisances des modèles internationaux, n'en constitue pas moins un élément très présent dans les argumentaires. Ainsi, dans une note (2001) adressée au directeur général de l'Insee, Paul Champsaur, la directrice de la Drees, Mireille Elbaum, et le directeur de la DPM, Jean Gaeremynck, émettent « les plus grandes réserves à l'égard de l'enquête Eurobaromètre, qui prétend mesurer le degré de discrimination dans chaque pays sur la base d'un sondage d'opinion administré sans contrôle sur les conditions de recueil des réponses » et affirment qu'il faut « donner un certain écho à la position que la France sera amenée à défendre face à ses partenaires européens » sur la base notamment de « l'élaboration de l'enquête "Construction des identités" et de sa dernière partie relative aux "Relations avec les autres" ». Il y aura une exception française.

Cependant, construire une enquête de cette nature – dont il est souvent dit par les acteurs eux-mêmes qu'elle est « trop sociologique » pour la culture de la statistique nationale – suppose de longues années de discussion, mise au point, collecte de fonds, réalisation d'entretiens, analyse des données. Pour celles et ceux qui veulent que la France dispose enfin de données statistiques sur les discriminations, il faut donc savoir « prendre le train en marche » et profiter de l'étude qui se prépare. D'autant que sa « compatibilité » avec un questionnement sur les discriminations, évoquée dans les réflexions du groupe de travail, est réelle. Non seulement ce point avait été envisagé dès les notes préparatoires, mais plus encore l'approche des discriminations qui prévaut du côté de l'administration publique s'avère parfaitement cohérente avec la manière dont est conçue l'enquête en gestation : de même que les identités ne se définissent pas à travers la seule question des origines et pour les seules populations immigrées, de même, pour les concepteurs, les discriminations impliquent tous les registres de la disqualification et concernent donc potentiellement tous les individus. De plus, dans les deux cas, la dimension subjective l'emporte sur la connaissance objective, les identités comme les discriminations étant définies du point de vue du vécu.

Dans son audition devant la Commission de préfiguration de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité que préside Bernard Stasi, Mireille Elbaum (2004) fera ainsi l'éloge d'une méthode qui vise à « mettre en évidence l'ensemble des facteurs liés à la formation des inégalités de traitement face au ressenti de l'existence de différenciations, de discriminations ou d'obstacles spécifiques liés à la couleur de peau, à l'origine ou l'état de santé que les données statistiques ne sont pas en mesure d'objectiver aujourd'hui » et qui refuse

« à partir des statistiques, de conforter ou de créer une norme autour d'un concept d'origine ethnique non reconnu dans la conception française de la citoyenneté » : il s'agit donc d'éviter « la réification des concepts et la catégorisation *a priori* des personnes ». C'est donc dans cette perspective constructiviste (s'opposant aux *a priori*) et subjectiviste (valorisant le ressenti), non exempte d'une certaine rhétorique républicaine, que le thème des discriminations fait son entrée dans l'étude sur les identités.

L'introduction tardive de ce nouveau thème a deux conséquences : premièrement, il sera dans un volet spécifique plutôt qu'inséré dans l'enquête comme cela avait été envisagé initialement ; deuxièmement, les personnes en charge de la rédaction de la partie correspondante du questionnaire travailleront de façon relativement isolée, hormis une présentation finale à l'ensemble du comité de pilotage¹¹. Produit d'une commande publique répondant à une « demande sociale », c'est-à-dire politique, l'insertion du thème des discriminations raciales dans l'enquête sur les identités reste ainsi à la marge du dispositif, au point que les concepteurs de l'enquête, lorsqu'on les interroge, ont les plus grandes difficultés à se remémorer la manière dont les choses se sont passées et dont les discussions ont eu lieu. Or, on le verra, cette forme donnée au questionnaire est essentielle en ce qu'elle détermine la façon dont vont être appréhendées les discriminations.

Mais s'agit-il encore de discriminations ? Non seulement l'économie générale de l'enquête ne s'y référait nulle part, mais même dans le module ajouté tardivement sur ce thème, le mot n'apparaît pas. Selon l'un des concepteurs de l'enquête : « D'abord, on n'a jamais parlé de discriminations et je pense que ce n'est pas une enquête sur les discriminations. Ensuite, il y a des sensibilités différentes à la façon dont on dit les choses et les personnes qui déclarent des mauvais traitements, des injustices, des moqueries se distinguent déjà d'une façon générale du reste de l'échantillon ». Autrement dit, l'enquête ne prétend pas dire la réalité des discriminations, elle n'en révèle que le sentiment sans que l'on sache s'il s'agit de faits ou d'impressions, et ce d'autant que les personnes qui s'affirment discriminées – quel qu'en soit le motif – semblent avoir un profil éloigné de la moyenne. S'il en est ainsi, c'est qu'il y a un parti pris de ne pas poser au départ l'existence de discriminations, de ne pas les définir ni les nommer, afin de ne pas déterminer la réponse¹². Il faut laisser aux personnes interrogées la possibilité de caractériser et de qualifier dans leurs mots des expériences de « situations » énoncées de la façon la plus neutre possible. « On parlait de l'idée qu'on ne savait pas forcément ce que c'était que les discriminations. Il ne nous semblait pas légitime de dire

11. François Clanché, pour l'Insee, et Claude-Valentin Marie, pour le Geld dont il est le directeur, seront les principaux artisans de ce module. Au risque de simplifier, on peut dire, sur la base des témoignages recueillis, que le premier apporte l'expertise et les contraintes de la statistique et que le second fournit la connaissance et les outils autour des discriminations raciales.

12. Élisabeth Algava et Maryline Bègue (2006 : 120) ajoutent une dimension explicative intéressante en manifestant leur « réserve quant à l'usage indistinct du terme de discrimination, que nous préférons réserver à certains faits plus caractérisés ». Implicitement, les discriminations sont vues comme relevant du droit et d'une « caractérisation » juridique que l'enquête ne peut avérer.

qu'une discrimination c'est cela et pas autre chose », explique un autre membre du groupe de travail qui a conçu l'enquête. Cet effacement se traduit jusque dans le titre du module du questionnaire qui s'intitule, de manière neutre : « Relations avec les autres ». Ainsi l'équipe de conception n'entend pas définir *a priori* les discriminations et entend laisser les enquêtés révéler eux-mêmes leur vécu. Comme dans le dispositif mis en place parallèlement dans le cadre de la lutte contre les discriminations qui enregistre les plaintes des victimes, il s'agit de recueillir une expérience.

L'inscription tardive du module sur les discriminations est négociée par le directeur du Geld, Claude-Valentin Marie. Selon l'un des observateurs de ces discussions, les réserves tiennent non seulement aux modalités de la demande politique mais aussi au contenu même de ce qu'il s'agit d'inclure : « Ce qui ne fait pas de doute dans mon esprit, c'était qu'il y avait une réticence, au minimum, peut-être même une prévention. C'était présenté en disant que, si l'on énonçait directement la thématique discrimination, elle produirait un effet induit dans les réponses. D'où l'appellation un peu ambiguë, pour le moins, de « relations avec les autres ». Au-delà de cette question de la désignation du module, la discussion la plus serrée porte sur deux aspects : la définition des populations exposées aux discriminations, avec un vif débat sur la question concernant la nationalité des parents (afin, par exemple, de pouvoir distinguer, parmi les personnes nées en Algérie, les « pieds-noirs » des « autochtones ») ; l'identification des causes, et singulièrement la « couleur de peau » comme motif de mauvais traitement (plutôt que simplement l'apparence physique qui peut renvoyer à des réalités diverses). Si ces deux points font l'objet de résistances fortes, c'est qu'en évoquant, d'une part, l'origine des parents (même sur un plan strictement descriptif) et, d'autre part, un trait phénotypique (même de façon allusive), ces questions heurtent quelque chose de profond dans la culture de la statistique nationale, à savoir le rejet de toute référence – fût-elle justifiée par le souci de la dénoncer – à une pensée généalogique et raciste.

Ces réserves internes au comité de pilotage, finalement dépassées, ne semblent toutefois pas exister parmi les experts et partenaires extérieurs sollicités pour donner leur avis. Fait remarquable, en effet, l'enquête donne lieu, pendant la phase préparatoire, à une série de consultations « visant à vérifier la faisabilité institutionnelle de l'opération et à s'assurer que l'Insee n'encourait pas des effets d'image négatifs liés à son déroulement » (Desplanques 2001). La demande en a été formulée par le comité de direction de l'institut et un dispositif est mis en place pour recueillir des avis extérieurs. Huit chercheurs en sciences sociales, trois journalistes, six associations, les principaux syndicats, ainsi que le Geld sont sollicités pour donner leur avis, soit par courrier, soit au cours de réunions. Les remarques formulées dans ce cadre sont pour l'essentiel positives sur l'enquête et rassurantes pour l'institution. Elles portent bien entendu sur l'ensemble de l'étude – dont les discriminations ne représentent qu'un aspect traité parmi les quinze modules –, mais le thème des « relations avec les autres » retient particulièrement l'attention des personnes consultées. Si les associations qui ont

accepté de répondre à l'invitation – SOS Racisme, la Cimade et la Ligue de l'enseignement – se réjouissent du fait que « l'origine géographique individuelle soit considérée comme un élément parmi d'autres de l'identité », évitant une « stigmatisation *a priori* des populations », en revanche, elles expriment des réserves sur le fait que « les aspects positifs de l'immigration dans la construction identitaire ne sont pas assez abordés » (*Ibid.* : 2001). Ce à quoi fait écho ce commentaire de Dominique Schnapper qui regrette qu'on « donne aux personnes interrogées le moyen d'exprimer les expériences négatives dont elles ont fait l'objet » alors qu'elles « n'ont aucun moyen de relativiser les événements pénibles qu'elles ont traversés »¹³ (Herpin 2001). C'est ce point qui sera retenu de la consultation sur les personnes immigrées et de familles immigrées. Le questionnaire sera modifié en conséquence, afin de faire ressortir « les aspects positifs de l'immigration pour les individus et leur capacité à compenser les difficultés qu'elle provoque » (Desplanques 2001). D'où la série d'interrogations à la fin du module sur les effets positifs des comportements discriminatoires et sur les comportements paradoxalement positifs liés au motif même de la discrimination.

Les cent trois pages du questionnaire qui est administré entre février et avril 2003 représentent donc l'aboutissement d'un long processus d'élaboration collective. Il y a eu une volonté de l'administration de la statistique nationale, puis la définition d'une ligne de réflexion par quelques précurseurs, ensuite le développement d'un protocole au long de nombreuses réunions et sa validation par des consultations extérieures, enfin la réalisation d'un test auprès d'un échantillon restreint avant la conduite de l'enquête grandeur nature. L'inclusion d'un module sur les discriminations a été tardive, d'opportunité et à la marge : tardive, puisque l'enquête générale était déjà presque prête ; d'opportunité, dans la mesure où il s'est agi à des fins d'économie de temps et d'argent, de tirer parti d'une étude sur le point d'être lancée ; à la marge enfin, si l'on considère que le groupe de travail qui a préparé ce volet du questionnaire a travaillé pour une large part à côté du comité de pilotage. Plutôt que d'inclusion, il faudrait donc parler de greffe. Comme l'explique l'un des concepteurs de l'enquête : « Là-dessus est arrivée la demande de la Drees : on n'avait jamais parlé de discriminations et, à ce moment-là, on n'avait pas l'idée de travailler dessus. Ce module a été conçu en dehors de nous et c'est important parce qu'il nous est parvenu très formaté et, dans ce cas-là, on ne revient pas sur la forme ». Souligner cette extériorité du module « Relations avec les autres », c'est rappeler que la logique qui sous-tend son introduction est politique, témoignant d'un volontarisme étatique autour de cette nouvelle question : les discriminations raciales. Mais c'est aussi comprendre les problèmes difficiles d'inclusion des attentes de connaissance sur cette question alors même que toute l'enquête s'est construite sur des prémices différentes, voire

13. Ajoutant que, dans une enquête qu'elle conduit auprès d'enfants d'immigrés, l'attitude majoritaire consiste à dire : « C'est vrai que j'ai subi des vexations mais ce n'est pas si grave. D'autres événements de ma vie compensent largement ». Ou encore : « Quand je compare avec ce qui aurait pu m'arriver dans le pays d'où sont originaires mes parents, je préfère vivre en France avec les désagréments que cela implique ».

contradictoires : les identités plurielles. D'un côté, les mécanismes de discrimination constituent en quelque sorte l'envers négatif des processus d'identification. De l'autre, la pluralité pose en principe la diversité des référents identitaires là où la qualification raciale présuppose la focalisation sur l'un d'eux.

Dès lors, on comprend l'aporie à laquelle l'enquête se trouve confrontée : certes, on attend d'elle qu'elle permette de mesurer et de comprendre des inégalités de traitement dont sont victimes des personnes présentant certaines caractéristiques d'origine et/ou de phénotype ; mais en même temps on a décidé de prendre en considération toute la population et de s'intéresser à tous les éléments par lesquels se construisent les identités. Autrement dit, il s'agit à la fois de singulariser et de généraliser, ou plus exactement de spécifier et d'indifférencier. La difficulté de résoudre cette équation s'exprime, comme on l'a vu, dans le plan de sondage qui cherche à la fois à donner une image de l'ensemble de la société française et à sur-représenter certaines catégories auxquelles on décide de s'intéresser plus particulièrement. *In fine*, on observe un contraste saisissant entre la place relativement limitée accordée aux discriminations dans l'économie générale du questionnaire et dans les objectifs mêmes de l'enquête du point de vue de l'équipe de conception, et l'utilisation politique qui en est faite par les financeurs, désireux de la présenter comme un modèle français original vanté par ses promoteurs sur la scène européenne. Cette tension trouvera son illustration dans la rédaction des questions finalement incluses dans le module.

Questionnaire : restituer des expériences

Comment appréhender, dans une enquête auprès des personnes concernées, la réalité d'un phénomène qu'on ne nomme pas ? Difficulté rendue en l'occurrence plus aiguë par la conscience encore diffuse qu'ont les acteurs sociaux d'une réalité que l'on commence seulement à appréhender dans l'espace public. Tel est le paradoxe central du module « Relations avec les autres » qui s'efforce de saisir les discriminations raciales sans qu'aucun des deux mots ne doive jamais être cité. Mais du reste, contrairement au mandat défini par la directrice de la Drees (pour faire contrepoin au dispositif européen en la matière) et transmis au directeur du Geld (dont la structure est missionnée pour les étudier et les combattre), ce n'est pas de discriminations raciales qu'il s'agit dans l'enquête. Tous les acteurs impliqués dans l'étude, de sa conception jusqu'à son analyse, insistent à l'inverse sur le fait qu'il s'agit justement d'éviter non seulement de parler mais aussi d'identifier ce qu'on aurait prédéfini comme discriminations raciales. Selon l'un des développeurs du module « Relations avec les autres » de l'étude : « L'Insee a fortement insisté pour qu'on ne parle pas de discrimination par rapport à cette enquête et le terme nous en a été interdit. Mais je trouve que c'est bien parce que c'est vrai : tous les comportements relatés dans l'enquête ne sont pas des discriminations ». Cherchant à ouvrir le spectre des expériences de ce qui pourrait relever de discriminations, on utilise ainsi les termes de « moqueries », de « mise à l'écart », de « traitement injuste » ou de « refus de droit ». Et plutôt que la qualification raciale,

on privilégie la diversité des motifs, de « l'âge » et du « sexe » à la « situation de famille » et à « l'état de santé » en passant par « l'orientation sexuelle » et « l'appartenance à une organisation syndicale ». On ne peut donc pas affirmer, comme le fait Olivier Galland (2006), qu'elles représentent « le seul aspect des manifestations racistes qui soit renseigné dans l'enquête »¹⁴. C'est bien une autre réalité qu'on tente d'appréhender, sur la base de l'hypothèse d'un continuum des comportements de stigmatisation et d'exclusion dont les discriminations raciales constitueraient l'une des manifestations possibles.

L'enquête entend en effet se démarquer aussi bien de la « volonté politique » que de la « demande sociale », au nom de principes scientifiques qui relèvent moins de l'affirmation d'une autonomie institutionnelle que de la revendication d'une posture intellectuelle. Ce qu'exprime l'un des promoteurs de ce volet de l'étude : « Le rôle de la statistique, c'est-à-dire des études et des recherches, c'est de voir émerger des problèmes qui ne se posaient pas ou plutôt qu'on n'avait pas posé dans ces termes. C'est de déplacer le débat social, d'éclairer autre chose que ce qui est sous le lampadaire ». Ne pas parler de discriminations raciales dans un module où il s'agit, au départ, de comprendre le traitement défavorable que subissent des personnes immigrées ou de familles immigrées, c'est donc énoncer un problème dans des termes différents de ceux de sa problématisation dans l'espace public et dans le sens commun. Il faut donc savoir « vraiment » ce que les gens « ressentent », ne pas présumer qu'il y ait une singularité des expériences de l'injustice parmi une catégorie particulière de la population et ne pas supposer qu'il y ait un motif de comportement intolérant susceptible d'être analysé à part. Selon le même interlocuteur : « Il fallait laisser s'exprimer les injustices auxquelles les gens pensent avoir été en butte et les raisons de ces injustices. Il y a une large palette de comportements intolérants et qui sont ressentis comme tels par les gens et c'est important de le savoir. On laisse s'exprimer les gens pour savoir si eux en considèrent certains plus significatifs que les autres ». Plus que les discriminations en tant que telles, ce sont les injustices, ou plutôt même le sentiment d'injustice qui deviennent le cœur de l'enquête.

Cette logique se convertit directement dans la formulation des questions. Les enquêtés sont invités à rapporter leurs expériences de « moquerie », « mise à l'écart », « traitement injuste » et « refus d'un droit » en fonction d'une liste de seize motifs, avec possibilité d'une multiplicité de réponses¹⁵. Pour chaque motif déclaré, le questionnaire demande ensuite de préciser le type précis d'atteinte, puis d'en indiquer la fréquence et enfin d'en qualifier les conséquences en

14. L'analyse statistique qu'il a conduite concerne uniquement les jeunes, dont il considère qu'ils sont « stigmatisés » (culturellement) plutôt que « discriminés » (socialement).

15. Les seize items sont : âge ; sexe ; état de santé ou handicap ; couleur de peau ; poids, taille ; tenue vestimentaire, look ; lieu de résidence ; région ou pays d'origine ; situation professionnelle, niveau d'instruction ; nom, prénom ; façon de parler, maîtrise de la langue, accent ; situation de famille ; caractéristiques des proches, des amis ou des parents ; orientation sexuelle ; appartenance à une organisation politique ou syndicale ; opinions politiques, syndicales, religieuses.

répondant dans le registre émotionnel : « parmi ces comportements, y en a-t-il qui vous ont fait de la peine ou qui vous ont blessé ? ». Mais le point le plus important dans l'organisation du questionnaire tient à sa structure hiérarchique qui resserre les réponses pour obtenir finalement une déclaration unique. D'un côté, après avoir listé sans limitation toutes les expériences de rejet auxquelles ils avaient été exposés, les enquêtés doivent choisir la « situation la plus grave ». De l'autre, une même sélection leur est demandée pour les motifs déclarés à l'origine de ces mauvais traitements en fonction de la « peine » endurée ou des « conséquences » subies¹⁶. Cette double opération a pour effet de minimiser les réalités les plus ordinaires des discriminations (moqueries et insultes) et de les évaluer sur des critères faisant une part importante à la souffrance (plutôt qu'à l'injustice, par exemple).

Le questionnaire met ainsi en évidence une double logique de l'enquête : indifférenciation des causes et des populations ; subjectivation des pratiques et de leurs effets. Examinons-les séparément. Premièrement, tous les motifs de traitement défavorable doivent être pris en compte : tous sont aussi légitimes du point de vue de l'expérience qu'en ont eue les victimes. De même, toutes les personnes interrogées sont donc potentiellement concernées : il n'y a plus lieu de se focaliser sur les questions d'origine ou de phénotype. Comme l'écrivent Élisabeth Algava et Marilyne Bèque (2006), en charge de l'analyse du module : « L'approche retenue se singularise » par le fait qu'elle « refuse de cibler *a priori* des catégories de victimes (par exemple, les immigrés), de motifs (les discriminations raciales) ou un champ particulier (le marché du travail) ». Deuxièmement, c'est à la dimension subjective qu'on s'intéresse en priorité : on recherche moins ce qui s'est passé que l'impression que cela a laissée. De même, dans les conséquences, on s'attache particulièrement à la manière dont la personne a été affectée. Selon les mêmes auteurs : « L'étude se place du côté de la perception des acteurs » et « la mesure est celle d'un sentiment ». Sur ces deux éléments, l'enquête se démarque nettement de l'approche tant sociologique que juridique des discriminations raciales. Sur ces deux éléments également, le consensus semble avoir été large au sein du comité de pilotage et parmi les concepteurs du module « Relations avec les autres », tous en défendant aujourd'hui encore le bien-fondé.

La volonté d'indifférenciation des « comportements intolérants », comme on le dit dans l'analyse du module, se traduit non seulement par la grande diversité des motifs évoqués mais aussi par la polysémie indécidable de pratiquement tous les motifs qui permettraient de se référer au caractère racial ou, plus largement, à

16. Ce double choix s'effectue lors de la déclaration des conséquences de l'expérience d'atteintes, questions introduites par cette phrase : « Quand des gens se sont mal comportés envers vous, cela a pu vous faire de la peine ou bien avoir des conséquences sur votre vie ». Deux questions suivent pour identifier les conséquences psychologiques (« faire de la peine ou blesser ») et plus matérielles (« des conséquences sur votre vie »). À chaque fois, les enquêtés sont invités à choisir l'expérience qui a produit le plus de conséquences, le reste du questionnaire portant uniquement sur l'événement ainsi sélectionné.

la question de l'origine¹⁷. Considérons le « nom ou prénom », qui représente la deuxième raison de comportements intolérants (21 % de ces derniers, soit 6 % de l'ensemble de la population). Sans plus de précision, il est impossible de distinguer le patronyme inhabituel ou cocasse prêtant à la dérision de celui indiquant une origine arabe ou subsaharienne dont on sait qu'il s'agit de la forme la plus ordinaire de discriminations raciales sur les marchés du travail et de l'emploi, c'est-à-dire dans la sélection sur dossier. Du reste, on note que les immigrés indiquent ce motif moins souvent (5 %) que la moyenne de l'échantillon (6 %) alors que leurs enfants le mentionnent deux fois plus fréquemment (13 %). De manière similaire, on ignore si le look (18 % des comportements intolérants) se réfère au voile ou au maquillage, au port de la barbe ou de la casquette, si la façon de parler (15 %) reflète un accent du Midi ou du Maghreb, une mauvaise maîtrise du français ou un zézaïement, si la région ou le pays d'origine (12 %) renvoie au fait d'être considéré comme un provincial ou comme un étranger. Même le fait que les personnes immigrées ou de famille immigrée déclarent ces motifs différemment du reste de la population (et on a vu à propos du nom que le sens de cette différence n'est pas toujours univoque) ne résout pas la difficulté : le traitement négatif demeure opaque à l'interprétation, ne permettant guère d'éclairer la question des discriminations raciales du point de vue de la connaissance autant que des politiques. Comme l'exprime l'un des développeurs de ce module : « Finalement, on sait assez peu de choses sur les motifs et on n'arrive pas trop à qualifier les comportements, mais sur les gens, il y a beaucoup de choses à aller voir ». La bataille livrée pour faire entrer le « look » dans la description des raisons des pratiques intolérantes (il s'agissait notamment de prendre en compte des signes extérieurs fortement identificatoires comme les « dreadlocks », explique l'un des promoteurs du module) aura donc été moins efficace, pour la compréhension des phénomènes à étudier, que l'effort symétrique pour ne pas préjuger que certaines raisons étaient d'un ordre distinct des autres (selon les termes d'un autre promoteur, il fallait par exemple s'intéresser à la frustration de l'enfant qui « était roux, ou bégayait, ou que les profs n'aimaient pas » au même titre qu'à ce qui relevait de l'assignation ou de la stigmatisation ethnoraciale). Ce qui l'emporte, finalement, c'est que, du point de vue de l'expérience malheureuse, il n'y a pas de différences substantielles entre les différents motifs de traitement différent.

L'importance accordée à la subjectivation des inégalités fournit donc la clé d'interprétation pour certains et de justification pour d'autres de l'indifférenciation des motifs et des populations – probablement autant que la référence au modèle républicain et l'idéologisation de la question ethnoraciale. Le questionnaire en porte la trace, non seulement dans l'équivalence de fait entre être moqué ou privé

17. À l'exception du critère de « couleur de peau », à propos duquel, de manière remarquable, toutes les personnes sont interrogées, comme si le problème d'être moqué ou rejeté en raison de ce critère se posait pareillement pour chacune. On imagine l'étonnement d'une personne « blanche » à qui l'on demande s'il lui est déjà arrivé que l'on se moque d'elle, qu'on la mette à l'écart, qu'on la traite de façon injuste ou qu'on lui refuse un droit à cause de sa « couleur de peau ».

d'un droit, mais aussi dans l'évaluation des effets des comportements intolérants dont on demande à la personne s'ils lui ont « fait de la peine » ou l'ont « blessée ». De même l'insistance à l'interroger pour savoir si ces « comportements négatifs » à son encontre l'ont « aidée à mieux réussir », si à l'inverse les mêmes « motifs » ont conduit aussi certains à « des comportements favorables », enfin à évaluer, « si on met tout dans la balance », ce qui « l'emporte des comportements négatifs et favorables » souligne la force du paradigme de la construction de soi dans l'élaboration des questions. Tous les acteurs de l'étude conviennent d'ailleurs de l'importance croissante de l'approche psychologique dans la phase préparatoire. La plupart évoquent à ce sujet la présence de psychologues dans la phase de rédaction du questionnaire. On peut cependant proposer une explication plus générale. L'orientation subjectiviste sous-tend la démarche de connaissance de l'ensemble des acteurs, à commencer par les promoteurs du module initialement prévu pour traiter des discriminations raciales. Pour l'un d'entre eux : « Il est important de faire apparaître ce sur quoi les gens pensent avoir été victimes d'injustice et de comprendre cette souffrance sociale que provoque l'inégalité ressentie ». Et d'ajouter que « ce qui a marqué le plus les gens c'est ce qui s'est passé dans leur enfance dans la cour de récréation » et qu'au regard des motifs, que la blessure soit causée par une moquerie du fait qu'on est arabe ou bègue, noir ou gros, « je ne suis pas sûr qu'il y ait une grande différence ». Un autre de ces promoteurs l'exprime avec des mots différents : « On parlait de l'expérience vécue de faits, je l'appelais "traumatique". Mais on ne parlait pas de l'idée que le fait traumatique avait eu des effets traumatiques. Autrement dit, est-ce que l'effet était un effet de repli ou un effet de boostage. On parlait bien de l'expérience traumatique. Donc de ce point de vue toute la population pouvait être concernée ». Le langage de la « souffrance » et du « traumatisme », qui a fortement pénétré le corps social (Fassin 2004 ; Fassin & Rechtman 2007), dit bien ici l'efficacité du référentiel psychologique pour penser les discriminations raciales. En fait, il serait peut-être plus juste de parler de référentiel de la subjectivité entendue comme une catégorie anthropologique qui prend une place croissante dans les sociétés contemporaines et opère comme une modalité de reconnaissance sociale des individus. Du reste, plusieurs des membres de l'enquête évoquent spontanément leur propre expérience de ces questions, pour eux-mêmes ou leurs proches. On comprend dès lors que, notamment pour l'enfant qui est une figure centrale dans les discours des acteurs de l'étude, tous les motifs de stigmatisation puissent provoquer une souffrance ou un traumatisme de même nature¹⁸. Dans ces conditions, demeurent hors du champ d'analyse la dimension sociologique (qui conduirait notamment à distinguer les comportements intolérants en fonction de

18. C'est du reste toute l'efficacité sociale du traumatisme, dans sa version contemporaine du moins (Young 1995), que de ne différencier ni le type d'événement qui le provoque (catastrophe, guerre, viol, etc.) ni la position du sujet qui en souffre (auteur, victime, témoin). Dès qu'on entre dans le registre de l'expérience, voire de la clinique, la trace imprimée dans le psychisme – le traumatisme – atteste la violence endurée ou la stigmatisation subie sans plus faire de différence sur ce qui la cause ni sur qui en est affecté.

leur signification sociale) et la dimension juridique (qui reposerait en particulier sur la portée légale différente de ces comportements). Les enjeux de ce choix sont évidemment importants du point de vue de l'action publique, puisque la politique de la compassion prend ici le pas sur la politique de la justice (Boltanski 1993). Appréhendées en termes d'affects, les discriminations raciales ne le sont plus du point de vue de leur réalité structurelle.

Commentant devant la Commission dite Stasi la connaissance des discriminations que l'enquête française permet, Mireille Elbaum déclarait en 2004 : « L'intérêt de cette démarche est, contrairement à l'enquête Eurobaromètre effectuée sous l'égide de la Commission européenne, et dont les résultats n'ont guère pu être exploités en raison de ses défauts de conception et de ses difficultés d'interprétation, de ne pas partir d'une définition juridique dont on ne sait pas l'interprétation qu'en font des personnes interrogées, mais d'expériences concrètes ; de ne pas prédéterminer de façon trop étroite la liste des motifs de discriminations possibles, mais de laisser émerger les causes ressenties par les individus ». De même que l'étude sur la construction des identités (changée en « Histoire de vie ») devait tout faire pour ne pas reproduire les erreurs qu'on reprochait à l'enquête MGIS, de même le module sur les discriminations raciales (devenu « Relations avec les autres ») était censé éviter les dérives supposées de l'enquête européenne Eurobaromètre. Comme dans bien d'autres domaines, la statistique française devait afficher sa différence sur la scène internationale.

Bien sûr, il ne faut pas se méprendre sur le sens de l'enquête « Histoire de vie ». Elle a été conçue avant tout pour « interroger les identités », selon l'expression d'Isabelle Ville et France Guérin-Pace (Pace & Ville 2005), ces identités étant saisies sous l'angle du « rapport des individus au travail, à la famille, mais aussi à leur espace vécu et à leur santé ». L'adjonction d'un module sur les discriminations, à un stade déjà avancé de l'élaboration de l'enquête et sous l'impulsion de l'administration publique, si elle est relativement banale du point de vue du fonctionnement de la statistique nationale dont les grandes enquêtes répondent à des attentes distinctes et souvent hétérogènes, permet de comprendre qu'on n'a pas affaire à la même démarche que si l'analyse des discriminations raciales avait été le point de départ de l'étude. Certes, il y avait une compatibilité *a priori* puisque l'approche développée dans les textes précurseurs par Alexis Spire (1997) et François Héran (1998) mentionnaient ce que le premier appelait « ségrégation » et le second déjà « discrimination ». Mais avec les orientations données à l'enquête à partir de l'année 2000, l'objet se déplace. Les immigrés et leurs enfants, qui étaient au cœur de la réflexion initiale (même si ces auteurs affirmaient la nécessité de les étudier avec le reste de la population), quittent le centre de la scène. Du reste, significativement, s'il y a dans le groupe de travail des spécialistes de l'espace ou de la santé, il n'y en a plus de l'immigration. Comme en conviennent tous les acteurs qui ont été impliqués dans cette entreprise collective, l'originalité de l'enquête « Histoire de vie » consiste désormais beaucoup plus dans le croisement des constructions identitaires

et des trajectoires biographiques, dans l'effort pour saisir un ressenti et une subjectivité, que dans une approche renouvelée des questions relatives à l'immigration et à la discrimination, comme l'intention en avait été un moment affirmée. Dans une étude qui aura mobilisé plusieurs vagues successives de chercheurs, ce sont des acteurs avec d'autres intérêts intellectuels et d'autres formations scientifiques qui, finalement, élaborent le protocole et préparent le questionnaire. Encore une fois, il n'y a rien là que de banal dans tout dispositif d'enquête inscrit dans le temps long.

L'introduction du module « Relations avec les autres » marque donc à la fois un apparent retour à une préoccupation initiale et l'inscription dans un processus profondément différent. Au-delà de la difficulté caractéristique de toute greffe de ce type, deux éléments permettent de comprendre la forme finalement prise par le module et les résultats obtenus : on peut les qualifier de méthodologique et d'éthique. En termes de méthode, le parti pris est résolument constructiviste ou plus précisément anti-nominaliste : on ne doit pas préjuger de l'existence des discriminations raciales comme catégories indigènes pertinentes pour décrire le monde social ; il faut reconstituer la réalité telle qu'elle est perçue par les agents, donc leur offrir un questionnement ouvert soumis à tous indépendamment de toute catégorisation *a priori* par le chercheur ; d'où l'indifférenciation des items et des populations. Du point de vue de l'éthique, le parti pris est fondamentalement subjectiviste et volontiers d'inspiration psychologique : la vérité est dans l'expérience des sujets ; ce qui compte, c'est la souffrance ou le traumatisme subis par la parole, l'attitude ou le geste intolérants ; dès lors, la signification sociale, c'est-à-dire historique, des discriminations est relativement secondaire par rapport à la peine ressentie et à ses conséquences dans la trajectoire personnelle.

Ces deux éléments révèlent et renforcent à la fois un trait profondément inscrit dans ce qu'on pourrait appeler un *ethos* français : le rejet du discernement de l'altérité. L'autre peut certes être séparé, marginalisé ou rejeté dans le monde social, il ne doit pas être distingué, au plan intellectuel, sur ce qui précisément est cause de ségrégation, de stigmatisation et d'exclusion. Ainsi est-ce précisément parce qu'on refuse d'inscrire une discrimination dans l'ordre de la connaissance que l'on n'est pas en mesure de saisir la discrimination dans l'espace de la société. La prise en compte de toutes les populations et la mise à plat de tous les items – qui amènent à demander à une personne blanche si elle a été victime de traitement négatif à cause de sa couleur de peau et qui conduisent à découvrir qu'on est plus souvent moqué parce qu'on est gros que privé d'un droit parce qu'on est noir – ont ainsi pour effet de rendre invisible ce qu'on dit étudier. Dès lors, l'enquête sur la construction des identités se prête à son tour à une enquête sur la construction de ce que certains veulent caractériser comme une identité française.

*École des hautes études en sciences sociales et Université Paris 13
Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, Paris
dfassin@ehess.fr*

*Institut national d'études démographiques Paris
simonined.fr*

MOTS CLÉS/KEYWORDS : statistique française/*french statistics* – discriminations raciales/*racial discriminations* – intégration/*integration* – immigration.

BIBLIOGRAPHIE

Algava, Élisabeth & Maryline Bèque

2004 « Le vécu des attitudes intolérantes ou discriminatoires : des moqueries aux comportements racistes », *Études et résultats* 290.

2006 « Perception et vécu des comportements intolérants. Une analyse du module "Relations avec les autres" de l'enquête Histoire de vie », *Économie et Statistique* 393-394 : 115-150.

Balibar, Étienne

1992 « Le mot *race* n'est pas "de trop" dans la Constitution française », *Mots. Les langages du politique* 33 : *Sans distinction de... race* : 241-256.

Bèque, Maryline

2005 « Le vécu des attitudes intolérantes ou discriminatoires par les personnes immigrées et issues de l'immigration », *Études et résultats* 424.

Blum, Alain

1998 « Comment décrire les immigrés ? À propos de quelques recherches sur l'immigration », *Population* 53 (3) : 569-588.

Boltanski, Luc

1993 *La Souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*. Paris, Métailié.

Clanché, François

2006 « Une nouvelle enquête de la statistique publique », *Économie et Statistique* 393-394 : 3-6.

Crenner, Emmanuelle et al.

2006 « L'élaboration d'une enquête quantitative sur la construction des identités », *Économie et Statistique* 393-394 : 7-18.

Desplanques, Guy

2001 *Faisabilité institutionnelle de l'enquête Construction des identités*. Note Insee, 3 p.

Desrosières, Alain

1993 *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris, La Découverte.

Douglas, Mary

1986 *How Institutions Think*. Syracuse (N.Y.), Syracuse University Press.

Elbaum, Mireille

2004 *Audition par Monsieur Bernard Stasi le 23 janvier*. Drees-ministère des Affaires sociales, 8 p.

Elbaum, Mireille & Jean Gaeremynck

2001 *Note à l'attention de Monsieur Champsaur, directeur général de l'Insee, 11 décembre*, 2 p.

Fassin, Didier

2002 « L'invention française de la discrimination », *Revue française de science politique* 52 (4) : 403-423.

2004 *Des maux indécibles. Sociologie des lieux d'écoute*. Paris, La Découverte.

Fassin, Didier & Éric Fassin

2006 *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris, La Découverte.

Fassin, Didier & Richard Rechtman

2007 *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*. Paris, Flammarion.

Galland, Olivier

2006 « Jeunes : les stigmatisations de l'apparence », *Économie et Statistique* 393-394 : 151-184.

Haut Conseil à l'Intégration

1998 *Lutte contre les discriminations : faire respecter le principe d'égalité*. Paris, La Documentation française (« Rapports officiels »).

Héran, François

- 1998 *La Construction des identités. Réflexions et références pour un projet d'enquête*. Insee, Direction des statistiques démographiques et sociales, Département de la démographie. Note 44/F101, 12 p.
- 1999 *Réflexions préalables sur l'étude des discriminations dans la statistique publique*. Ined, Dares, Drees, DPM, Insee, 8 p.

Herpin, Nicolas

- 2001 *L'Enquête "Construction des identités": la consultation des chercheurs en sciences sociales*. Note de l'Insee, 12 p.

Honneth, Axel

- 2002 *La Lutte pour la reconnaissance*. Paris, Le Cerf.

Le Bras, Hervé

- 1998 *Le Démon des origines. Démographie et extrême droite*. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Lochak, Danièle

- 1992 « La race : une catégorie juridique ? », *Mots. Les langages du politique* 33 : Sans distinction de... race : 291-303.

Pace, France & Isabelle Ville

- 2005 « Interroger les identités : l'élaboration d'une enquête en France », *Population* 60 (3) : 277-306.

Schnapper, Dominique

- 1998 *La Relation à l'autre. Au cœur de la pensée sociologique*. Paris, Gallimard.

Simon, Patrick

- 1998a « La discrimination : contexte institutionnel et perception par les immigrés », *Hommes et Migrations* 1211 : 49-67.

- 1998b « Nationalité et origine dans la statistique française : des catégories ambiguës », *Population* 53 (3) : 541-568.

- 2005 « The Measurement of Racial Discrimination : the Policy Use of Statistics », *International Social Science Journal* 183 : 9-25.

Simon, Patrick & Joan Stavo-Debaugue

- 2004 « Les politiques anti-discrimination et les statistiques : paramètres d'une incohérence », *Sociétés contemporaines* 53 : 57-84.

Spire, Alexis

- 1997 *Les Indicateurs d'intégration*. Insee, Direction des statistiques démographiques et sociales, 20 p.

Stavo-Debaugue, Joan

- 2003 « Prendre position contre les catégories ethniques. Le sens commun constructiviste, une manière de se figurer un danger », in Pascale Laborier & Danny Trom, eds, *Historicité de l'action publique. Actes du colloque, Amiens, 12-13 octobre 2000*. Paris, Presses universitaires de France : 11-45.

Tribalat, Michèle

- 1995 *Faire France*. Paris, La Découverte.

Tribalat, Michèle, avec Patrick Simon & Benoît Riandey

- 1996 *De l'immigration à l'assimilation. Enquête sur les populations d'origine étrangère en France*. Paris, La Découverte-Ined.

Young, Allan

- 1995 *The Harmony of Illusions. Inventing Post-Traumatic Stress Disorder*. Princeton, Princeton University Press.

Didier Fassin & Patrick Simon, *Un objet sans nom. L'introduction des discriminations raciales dans la statistique française*. — L'introduction d'un module intitulé Relations avec les autres dans l'enquête « Histoire de vie » de l'Insee réalisée en 2003 a été présentée comme une solution française à l'étude des discriminations, à la fois fidèle à l'universel républicain et à une épistémologie rigoureuse. À partir d'une analyse des documents produits dans le cours de l'enquête et d'entretiens réalisés avec ses principaux acteurs, nous avons reconstitué sa genèse, sa phase préparatoire et l'élaboration de son questionnaire. Nous montrons ainsi les enjeux pragmatiques mais aussi idéologiques qui ont présidé à la construction de l'enquête. Nous éclairons en particulier les raisons et les conséquences des choix de ne pas parler de discriminations et de ne pas spécifier les attitudes et les pratiques étudiées. Nous analysons la manière dont la subjectivation dans le langage de la souffrance et du traumatisme, qui est à la source de cette indifférenciation des discriminations, tend à estomper leur inscription sociale et historique. Notre étude est ainsi une contribution à une anthropologie de la raison statistique en matière de discriminations.

Didier Fassin & Patrick Simon, *A Nameless Topic: Racial Discrimination in French Statistics*. — The introduction of a module « Relations with others » in the 2003 INSEE survey, *Histoire de vie*, was presented as a French solution to the study of discrimination, since « it complied with both the "Republic's universal" » values and strict epistemological principles. An analysis of the documents produced and of the interviews conducted with the major persons involved is used to reconstitute this survey's origins and preparation as well as the work on its questionnaire. The underlying pragmatic and, too, ideological issues are exposed; and light is shed on the reasons for, and consequences of, the decisions to not mention discrimination and not specify the attitudes and practices to be studied. A subjectivization (using terms referring to suffering and trauma) accounts for the lack of distinction between forms of discrimination, and thus tends to blur their social and historical contexts. This article is a contribution to an anthropology of « statistical reasoning » in matters of discrimination.